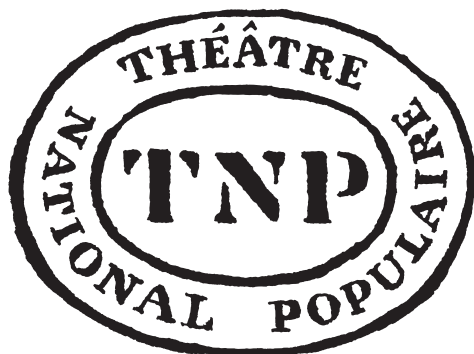


# **La Déclaration de Villeurbanne**

40 ans après

**Trois tables rondes  
les 22, 23, 24 mai 2008  
de 18h00 à 20h00**



## **Mai 1968 – Villeurbanne**

La prise de l'Odéon, le 15 mai, par les contestataires de 1968 surprend et trouble les directeurs de théâtre. Sans mot d'ordre, un grand nombre de directeurs de CDN, de Maisons de la culture et de Compagnies se retrouvent au théâtre de Villeurbanne\*. Le besoin immédiat est alors de confronter les opinions et de s'interroger quant à la manière de réagir face au bouillonnement dont l'université, l'usine, les institutions sont traversées:

Faut-il ouvrir les portes de son théâtre?

Faut-il organiser le dialogue?

Le théâtre est-il le juste abri pour une contestation dont les revendications se veulent spontanées et parfois contradictoires?

C'est par l'examen de leur propre situation que commenceront les professionnels du spectacle. Les manques et insatisfactions de la décentralisation voulue et mise en place par Malraux apparaissent et une volonté de prendre date s'impose. La rédaction d'un texte commun mobilise les forces; au bout de trois jours d'intensifs échanges il prend forme et sera signé à l'unanimité des présents le 25 mai par pas moins de trente-trois personnalités. Le 28 mai, le journal *Le Monde* publie les 11 points de la Déclaration de Villeurbanne.

Pour la première fois, la proposition d'une feuille de route n'est plus formulée par les tutelles mais par des praticiens qui ont l'expérience du terrain et qui appellent de leurs vœux l'organisation d'un nouvel art vivant.

Les deux années qui suivront ce coup d'éclat mettent en difficulté nombre de directeurs, sanctionnés pour avoir participé et signé ce « manifeste ».

Il faudra attendre l'arrivée de Jacques Duhamel en 1972 au ministère de la Culture pour que cette déclaration ait valeur de charte et soit admise comme une étape décisive dans l'aventure de la décentralisation.

## **Quarante ans après qu'en est-il?**

La volonté d'en finir avec l'esprit de 68 est proclamée ; l'économie passe au scanner le service public; la création artistique est devenue l'otage d'enjeux de communication ; l'Homme Nouveau est un entrepreneur qui « crée de la valeur », « ouvre des marchés », « capitalise sans frontières »...

Quant au TNP? Il s'apprête à tourner une page de son histoire commencée en 1972 lorsque le célèbre sigle fut attribué au Théâtre de la Cité dirigé par Roger Planchon.

Le prestigieux plateau foulé par les artistes les plus représentatifs de la scène européenne est offert à la démolition le dimanche 25 mai 2008.

Il rouvrira en 2010 pour une autre aventure.

Pour célébrer ce passage, Christian Schiaretti, directeur du TNP depuis 2002, inscrit dans sa programmation deux actions :

- Mettre en scène la version intégrale de la comédie de Michel Vinaver, *Par-dessus bord*. Rédigée en 1969, elle prend acte de l'arrivée du marketing dans une entreprise familiale de papier toilette au cœur de la France.

- Réinterroger la Déclaration de Villeurbanne, en se tournant résolument vers l'avenir mais en prenant appui sur trois points qui furent décisifs : le financement, le public, le créateur.

La Déclaration de Villeurbanne faisait clairement apparaître :

- Une inadéquation entre les moyens financiers et la volonté culturelle de l'État, des régions, des municipalités.
- Les limites du rêve de Malraux qui faisaient porter à la seule œuvre d'art le soin de trouver son public.
- L'absence de liberté des artistes qui devaient soumettre, pour aval, leur programmation aux tutelles.

Ces trois acquis de la Déclaration de Villeurbanne nous ont inspiré **trois questions enracinées dans l'aujourd'hui :**

- **L'État mécène : aide à l'initiative ou liberté relative ?**
- **Le théâtre peut-il instituer une culture commune ?**
- **Entre le vertige de l'événement et le labeur de la continuité, quelle part pour la création ?**

Jean-Pierre Jourdain, février 2008

\* **Étaient présents :** Pierre Barrat, Jean-Louis Barrault, Didier Béraud, Philippe Bonzon, Antoine Bourseiller, Patrice Chéreau, Jean Danet, Jean Dasté, Philippe Dauchez, Pierre Debauche, Jean Deschamps, Henri Degoutin, Colette Dorsay, Jacques Fornier et Francis Jeanson, Gabriel Garran, Hubert Gignoux, Robert Gilbert et Roger Planchon, Georges Goubert et Guy Parigot, Jean Guichard, René Jauneau, Jacques Kraemer, René Lesage et Bernard Floriet, André Mairal, Marcel-Noël Maréchal et Jean Sourbier, Gabriel Monnet, Bernard Mounier, Ariane Mnouchkine, Georges-Henri Régnier et Jean-Pierre Laruy, Marc Renaudin, Guy Retoré, André Reybaz, Cyrille Robichez, Maurice Sarrazin, Guy Suarès, Jo Théhard, Philippe Tiry, José Valverde, Georges Wilson.

# La Déclaration de Villeurbanne

## Les directeurs des Théâtres populaire et des Maisons de la culture réunis en comité permanent à Villeurbanne le 25 mai 1968 déclarent :

Jusqu'à ces derniers temps, la culture en France n'était guère mise en cause par les non-cultivés que sous la forme d'une indifférence dont les cultivés, à leur tour, se souciaient peu. Ça et là, toutefois, certaines inquiétudes se faisaient jour, certains efforts étaient entrepris avec le désir de s'arracher à l'ornière, de rompre avec le rassurant souci d'une plus équitable répartition du patrimoine culturel. Car la simple « diffusion » des œuvres d'art, même agrémentée d'un peu d'animation, apparaissait déjà de plus en plus incapable de provoquer une rencontre effective entre ces œuvres et d'énormes quantités d'hommes et de femmes qui s'acharnaient à survivre au sein de notre société mais qui, à bien des égards, en demeuraient exclus : contraints d'y participer à la production des biens matériels mais privés des moyens de contribuer à l'orientation même de sa démarche générale. En fait, la coupure ne cessait de s'aggraver entre les uns et les autres, entre ces exclus et nous tous qui, bon gré mal gré, devenions de jour en jour davantage complices de leur exclusion.

D'un seul coup, la révolte des étudiants et la grève des ouvriers sont venues projeter sur cette situation familière, et plus ou moins admise, un éclairage particulièrement brutal. Ce que nous étions quelques-uns à entrevoir, et sans trop vouloir nous y attarder, est devenu pour tous une évidence : le viol de l'événement a mis fin aux incertitudes de nos fragiles réflexions. Nous le savons désormais, et nul ne peut plus l'ignorer : la coupure culturelle est profonde, elle recouvre à la fois une coupure économique-sociale et une coupure entre générations. Et, dans les deux cas, c'est – au plan qui nous concerne – notre attitude même à l'égard de la culture qui se trouve mise en question de la façon la plus radicale. Quelle que soit la pureté de nos intentions, cette attitude apparaît en effet à une quantité considérable de nos concitoyens comme une option faite par des privilégiés en faveur d'une culture héréditaire, particulariste, c'est-à-dire tout simplement bourgeoise.

Il y a d'un côté le public, notre public, et peu importe qu'il soit, selon les cas, actuel ou potentiel (c'est-à-dire susceptible d'être actualisé au prix de quelques efforts supplémentaires sur le prix des places ou sur le volume du budget publicitaire); et il y a, de l'autre, un « non-public » : une immensité humaine composée de tous ceux qui n'ont encore aucun accès ni aucune chance d'accéder prochainement au phénomène culturel sous les formes qu'il persiste à revêtir dans la presque totalité des cas.

Parallèlement, il y a un enseignement officiel de plus en plus sclérosé, qui n'ouvre plus aucune perspective de culture, en quelque sens que ce soit; et il y a une quantité croissante de jeunes qui refusent de s'intégrer à une société aussi peu apte à leur fournir la moindre chance de devenir, en son sein, de véritables adultes.

La fonction même qui nous a été assignée nous impose, sur ces deux plans, de nous considérer comme responsables à l'égard d'une situation que nous n'avons certes pas voulue, et que nous avons souvent dénoncée, mais dont il nous incombe en tout cas d'entreprendre au plus tôt la transformation en usant de tous les moyens compatibles avec notre mission.

Or, le premier de ces moyens, celui qui commande l'usage de tous les autres, ne dépend que de nous : à cette impasse radicale dans laquelle se trouve aujourd'hui la culture, seule une attitude radicale peut en effet s'opposer avec quelque chance de succès. A la conception traditionnelle dont nous avons été jusqu'ici plus ou moins victimes, il convient de substituer sans réserve et sans nuance, tout au moins dans un premier temps, une conception entièrement différente qui ne se réfère pas a priori à tel contenu préexistant mais qui attend de la seule rencontre des hommes la définition progressive d'un contenu qu'ils puissent reconnaître. Car il est maintenant tout à fait clair qu'aucune définition de la culture ne sera valable, n'aura de sens, qu'au prix d'apparaître utile aux intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire dans l'exacte mesure où le « non-public » y pourra trouver l'instrument dont il a besoin. Et ce que nous pouvons déjà tenir pour assuré, c'est qu'elle devra par conséquent lui fournir – entre autres choses – un moyen de rompre son actuel isolement, de sortir du ghetto, en se situant de plus en plus consciemment dans le contexte social et historique, en se libérant toujours mieux des mystifications de tous ordres qui tendent à le rendre en lui-même complice des situations réelles qui lui sont infligées.

C'est pourquoi tout effort d'ordre culturel ne pourra plus que nous apparaître vain aussi longtemps qu'il ne se proposera pas expressément d'être une entreprise de politisation: c'est-à-dire d'inventer sans relâche, à l'intention de ce non-public, des occasions de se politiser, de se choisir librement, par-delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de susciter en lui un système social où les hommes ne sont pratiquement jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre humanité.

C'est pourquoi nous refusons délibérément toute conception de la culture qui ferait de celle-ci l'objet d'une simple transmission. Non point que nous tenions pour nul, ou contestable en soi, cet héritage sans lequel nous ne serions peut-être pas en mesure d'opérer sur nous-mêmes, aujourd'hui, cette contestation radicale: mais parce que nous ne pouvons plus ignorer que, pour la très grande majorité de nos contemporains, l'accès à cet héritage passe par une entreprise de ressaisissement qui doit avant tout les mettre en mesure d'affronter et de pratiquer, de façon de plus en plus efficace, un monde qui, de toutes façons, n'a pas la moindre chance de s'humaniser sans eux.

C'est avec eux, au-delà du public que nous avons déjà réuni, que nos diverses entreprises doivent nous permettre d'établir des rapports, et cette urgence-là doit infléchir de façon définitive l'ensemble de notre action. Si le mot de culture peut encore être pris au sérieux, c'est dans la mesure où il implique l'exigence d'une intervention effective tendant à modifier les rapports actuels entre les hommes, et, par conséquent, d'une enquête active entreprise de proche en proche en direction de tous: c'est-à-dire, enfin, une authentique action culturelle.

Nous ne sommes ni des étudiants ni des ouvriers, et nous ne disposons d'aucun pouvoir de pression qui soit d'ordre numérique: la seule justification concevable de notre existence publique et de nos exigences réside dans la spécificité même de cette fonction de mise en rapport et dans l'actuelle mise en lumière du contexte social où nous avons à l'exercer. Mais une telle fonction se condamnerait d'emblée à demeurer impraticable si les moyens lui étaient refusés de s'affirmer créatrice dans tous les domaines qui sont de son ressort. Parler de culture active, c'est parler de création permanente, c'est invoquer les ressources mêmes d'un art qui est sans cesse en train de se faire. Et le théâtre, à cet égard, apparaît aussitôt comme une forme d'expression privilégiée parmi toutes les formes d'expression possibles, en tant qu'il est une œuvre humaine collective proposée à la collectivité des hommes.

C'est pourquoi nous tenons à affirmer, au principe même de nos diverses entreprises, la nécessité d'une étroite corrélation entre la création théâtrale et l'action culturelle. Car la première a sans doute besoin de la seconde pour pouvoir s'adresser de plus en plus réellement à cette collectivité humaine qu'elle vise; mais la seconde a pareillement besoin de la première, dans la mesure où une certaine dramatisation ou théâtralisation, non mystifiante, des contradictions qui hante l'homme peut considérablement favoriser la conscience qui en est prise au sein d'une société donnée.

Nous nous engageons donc à maintenir en toute circonstance ce lien dialectique entre l'action théâtrale (ou plus généralement artistique) et l'action culturelle, afin que leurs exigences respectives ne cessent pas de s'enrichir mutuellement, jusque dans les contradictions mêmes qui ne manqueront pas de surgir entre elles.

Telle est la seule base sur laquelle nous pouvons désormais envisager la poursuite de nos efforts. Mais il reste que les modalités d'application de cette orientation fondamentale devront être définies en liaison étroite avec les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire: d'une part avec les personnels de nos entreprises respectives et d'autre part avec les différents secteurs de la population, le « non-public » (à travers les relais de tous ordres qui, de proche en proche, nous permettent d'accéder à lui), les étudiants et le public déjà constitué.

A ce degré de lucidité où nous voici contraints, sous la pression des secteurs les plus dynamiques de la collectivité, qui ne tiendrait pour scandaleux qu'au niveau même de nos activités dites « culturelles, la culture, précisément, ne retrouve pas le pouvoir de contestation positive qui a toujours été le signe de sa vitalité?

Ce sont les moyens de ce pouvoir qu'au nom de tous il nous faut maintenant exiger, si nous ne voulons pas être contraints de trahir, ou d'abandonner, la cause même qui nous a été officiellement confiée.

# Les onze points de la Déclaration

## En conséquence et pratiquement, les directeurs des théâtres populaires et des Maisons de la culture :

- 1 - contestent la conception actuelle des Maisons de la Culture, jugent impraticables leurs statuts et demandent qu'il soit sursis à toute construction nouvelle jusqu'à ce qu'une définition claire et cohérente de ces établissements soit élaborée;
- 2 - affirment qu'une véritable politique culturelle ne peut pas être réalisée avec des crédits qui correspondent à 0,43 % du budget national alors que le rapport minimum devrait être de l'ordre de 3 %, aucune collectivité locale ou régionale ne devant, pour sa part, échapper à cette règle;
- 3 - protestent contre la disparité injustifiable qui sévit, d'une part entre les différents établissements nationaux de Paris, et d'autre part entre les dites subventions et celles des établissements homologues de banlieue ou de province, une telle disparité mettant en cause l'idée même de décentralisation;
- 4 - jugent nécessaire l'établissement de schémas financiers minima adaptés aux différents catégories d'activités culturelles subventionnées par l'État;
- 5 - s'inquiètent de l'actuel éparpillement des compétences administratives et des moyens financiers dans la politique de l'État et des collectivités locales;
- 6 - revendiquent à être représentés à toute délibération concernant la Réforme de l'Enseignement, l'Aménagement du territoire et le Plan, réclament une refonte du Conseil Économique et Social et un élargissement de sa compétence au domaine culturel;
- 7 - estiment indispensable au développement complet de leur action que l'intérêt porté aux problèmes culturels soit considérablement élargi dans les divers organes d'information: presse nationale et régionale, ORTF, postes périphériques... d'une façon générale, souhaitent établir avec l'ORTF rénové des liens plus étroits et plus constants;
- 8 - préconisent une réforme radicale des divers enseignements artistiques, se réjouissent des mises en causes spontanées qui opèrent actuellement dans ce domaine et dénoncent l'irresponsabilité des cours artistiques privés;
- 9 - soulignent l'urgence d'inclure l'étude du Théâtre pour l'enfance dans toute réflexion sur la Culture et de prévoir son financement dans le cadre du budget des Affaires Culturelles;
- 10 - provoqueront dans le meilleur délai possible une assemblée de l'ATAC afin de considérer la fonction de cette association, ses statuts, son avenir et son mode de représentation auprès des pouvoirs publics;
- 11 - décident de maintenir entre eux un lien permanent et mettent dès maintenant à l'étude, outre les problèmes esquissés ci-dessus, les points suivants: cogestion de leurs entreprises, développement des troupes permanentes, statut des troupes permanentes, des centres dramatiques, des théâtres nationaux et des tournées non commerciales, conception des lieux de spectacle, fiscalité, aide aux auteurs, création d'un secteur expérimental, monopole de la Société des Auteurs, etc.

**Signataires:** Pierre Barrat, Didier Béraud, Philippe Bonzon, Antoine Bourseiller, Patrice Chéreau, Jean Dasté, Philippe Dauchez, Pierre Debauche, Henri Degoutin, Colette Dorsay, Jacques Fournier et Francis Jeanson, Gabriel Garran, Hubert Gignoux, Robert Gilbert et Roger Planchon, Georges Goubert et Guy Parigot, Jean Guichard, René Jauneau, Jacques Kraemer, René Lesage et Bernard Floriet, André Mairal, Marcel-Noël Maréchal et Jean Sourbier, Gabriel Monnet, Bernard Mounier, Marc Renaudin, Guy Retoré, André Reybaz, Maurice Sarrazin, Jo Théhard, Georges Wilson.

Publiés dans *Le Monde* du 28 mai 1968